

14.2 Solde des échanges extérieurs

En 2015, le **solde du commerce extérieur** des biens et services en valeur s'améliore de 12,5 Md€, tout en restant largement déficitaire : - 30,0 Md€, après - 42,5 Md€. Il s'agit du plus faible déficit depuis 2010 (- 27,6 Md€). En valeur, les exportations croissent plus rapidement (+ 5,7 %) que les importations (+ 3,5 %) en 2015. En effet, le prix des importations baisse beaucoup plus fortement que celui des exportations, du fait notamment de la chute du prix du pétrole : le cours du baril de *Brent* s'est effondré de plus d'un tiers en 2015. L'amélioration du solde du commerce extérieur recouvre des évolutions contrastées.

Le déficit de la **balance commerciale**, mesuré **FAB-FAB**, se contracte de 15,7 Md€ pour atteindre - 21,2 Md€. Le **taux de couverture** des biens en valeur augmente ainsi pour la 4^e année consécutive ; en 2015, il gagne 3,3 points, à 95,7 %, et dépasse son niveau de 2005. À l'opposé, le solde des échanges de services (hors tourisme) continue de se dégrader, de 2,5 Md€ en 2015, et s'établit à - 14,6 Md€. En 2015, la détérioration est principalement due aux échanges de services aux entreprises, le solde des échanges touristiques étant à peu près stable, malgré un recul de dépenses des étrangers en France de plus de 2 Md€.

La réduction du déficit commercial en 2015 est en majeure partie imputable à l'allègement de la facture énergétique. Le déficit

énergétique (y compris les produits raffinés) se réduit pour la troisième année consécutive. Le déficit des produits des industries extractives (pétrole brut, gaz) se réduit de 10,1 Md€ (à - 28,0 Md€) et celui des produits raffinés de 5,7 Md€ (à - 7,3 Md€). Hors énergie, le solde se dégrade mais reste légèrement bénéficiaire. Les échanges de matériels de transport contribuent également à la réduction du déficit commercial, quoique plus modestement. Leur excédent est en hausse de 2,2 Md€ (+ 26,8 Md€, après + 24,6 Md€). Mais parmi les matériels de transport, les échanges en valeur d'automobiles se dégradent ; le déficit atteint son plus bas niveau depuis 1980. Le solde des échanges de biens d'équipement se détériore de façon notable. Le déficit s'alourdit de 2,5 Md€, à - 22,0 Md€.

Le déficit des opérations de répartition se réduit de 13,8 Md€ en 2015, pour s'établir à - 13,0 Md€. Cette amélioration est notamment due à celle du solde des autres transferts courants (de - 21,4 Md€ à - 15,9 Md€) et, dans une moindre mesure, à celle de l'excédent des dividendes (28,0 Md€, après 24,1 Md€) et de la rémunération des salariés (18,4 Md€, après 16,8 Md€). Au total, le **besoin de financement** de la France s'améliore nettement, de 26,3 Md€, atteignant son plus bas niveau depuis 2010. Il représente 2,0 % du PIB en 2015, après 3,2 % en 2014. ■

Définitions

Toutes les données du commerce extérieur (produits, pays) sont **CAF-FAB**, sauf précision contraire.

Solde du commerce extérieur : différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de biens et services. Le rapport entre ces deux valeurs est appelé taux de couverture.

Termes de l'échange : rapport, pour un produit donné, entre l'indice du prix des exportations et celui des importations. Les indices sont exprimés selon une même année de base. Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations. Elle signifie aussi une détérioration de la compétitivité-prix française. Inversement une baisse des termes de l'échange signifie une amélioration de la compétitivité-prix.

Balance commerciale, CAF (coût, assurance, fret), capacité et besoin de financement, exportations de biens et de services, FAB (franco à bord), importations de biens et de services, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), taux de couverture : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Le chiffre du commerce extérieur – Année 2015 », Douanes, février 2016.
- « Excédent de 246,0 milliards d'euros du commerce international de biens de la zone euro », *communiqué de presse* n° 33, Eurostat, février 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Solde des échanges extérieurs 14.2

Solde des échanges extérieurs de biens et services

en milliards d'euros

	2013 (r)	2014 (r)	2015
Biens alimentaires	11,6	9,7	10,2
Énergie	-61,7	-51,1	-35,3
Matériels de transport	28,7	24,6	26,8
Autres biens industriels	-36,8	-36,4	-39,5
Services	18,4	10,6	7,7
Solde commercial	-39,8	-42,5	-30,0

Note : données CAF-FAB.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Compte des relations avec le reste du monde

en milliards d'euros courants

	2014 (r)	2015
Échanges de biens FAB	-36,9	-21,2
Échanges de services hors tourisme	-12,1	-14,6
Services commerciaux	-2,9	-3,2
Transports	-12,7	-12,9
Services d'information et communication	-3,9	-3,7
Assurance	2,1	2,4
Services financiers, y c. Sifim ¹	5,8	6,0
Services aux entreprises	-0,4	-3,8
Services aux ménages et services de santé	0,0	0,4
Tourisme	6,5	5,7
Solde des échanges extérieurs	-42,5	-30,0
Opérations de répartition	-26,8	-13,0
Rémunération des salariés	16,8	18,4
Impôts sur la production et les importations	-2,1	-2,2
Subventions	8,3	8,1
Intérêts	-25,2	-23,5
Dividendes	24,1	28,0
Autres revenus de la propriété	6,4	6,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	3,5	3,8
Cotisations et prestations sociales	-11,2	-11,4
Coopération internationale courante	-5,8	-5,4
Ressources de l'UE	-19,2	-19,4
Autres transferts courants	-21,4	-15,9
Transferts en capital	-1,1	-0,1
Capacité de financement de la Nation	-69,4	-43,1

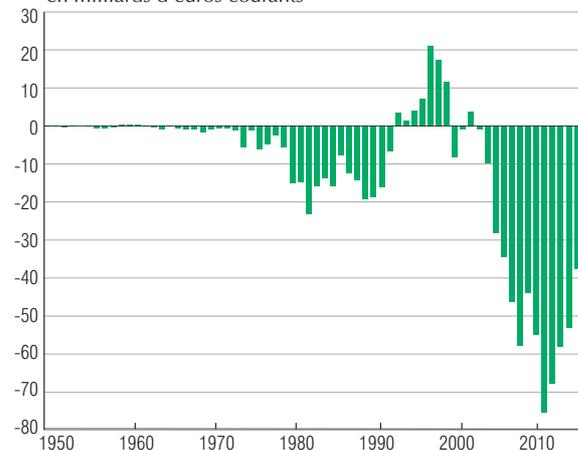
1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Note : les données relatives aux échanges sont FAB.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Solde de la balance commerciale de 1950 à 2015

en milliards d'euros courants



Champ : échanges de biens.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Solde extérieur de biens et de services par produit

en milliards d'euros

	2013 (r)	2014 (r)	2015
Agriculture, sylviculture et pêche	4,8	3,2	3,2
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	-63,0	-56,4	-41,0
Ind., extr., énerg., eau, gestion déch. & dépol.	-47,8	-38,2	-28,0
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	6,7	6,5	7,0
Cokéfaction et raffinage	-13,8	-13,0	-7,3
Fab. éq. élec., élect., inf. & machines	-20,7	-19,5	-22,0
Fabrication de matériels de transport	28,7	24,6	26,8
Fabrication d'autres produits industriels	-16,1	-16,9	-17,5
Construction	0,0	0,0	0,0
Services principalement marchands	-7,9	-11,9	-14,4
Com. ; réparation d'auto. et de motocycles	-2,2	-2,9	-3,2
Transports et entreposage	-11,9	-12,7	-12,9
Hébergement et restauration	0,0	0,0	0,0
Information et communication	-3,7	-3,9	-3,7
Activités financières et d'assurance	7,1	7,9	8,5
Activités immobilières	0,0	0,0	0,0
Activités scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	1,8	-0,4	-3,8
Autres services	1,1	0,1	0,6
Services principalement non marchands	0,1	-0,1	-0,1
Correction territoriale (tourisme)	10,0	6,5	5,7
Correction CAF/FAB	16,1	16,2	16,6
Total	-39,8	-42,5	-30,0

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Termes de l'échange par groupe de produits

indice base 100 en 2010

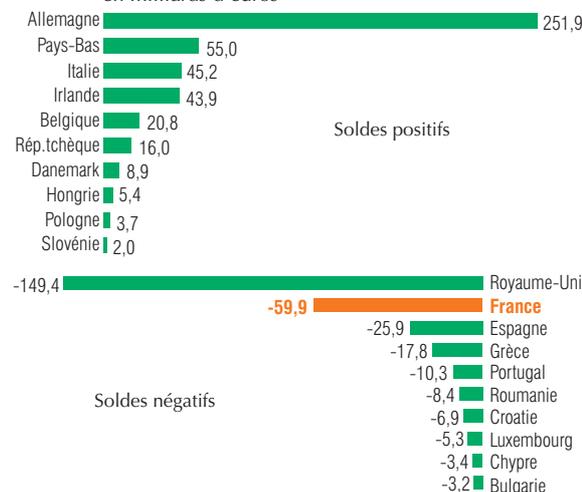
	2013 (r)	2014 (r)	2015
Agriculture, sylviculture et pêche	121,5	111,8	104,0
Ind., extr., énerg., eau, gestn déch. & dépol.	80,2	81,3	111,7
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	101,2	103,6	105,1
Cokéfaction et raffinage	94,9	96,1	97,8
Fab. éq. élec., élect., inf. & machines	102,1	104,9	106,6
Fabrication de matériels de transport	103,7	102,9	103,0
Fabrication d'autres produits industriels	99,4	99,8	99,7
Ensemble des produits¹	98,4	99,5	102,1

1. Y c. services.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Solde de la balance commerciale dans quelques pays de l'UE en 2015

en milliards d'euros



Source : Eurostat.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 15/14		
	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2			
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0			
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5			
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6			
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6			
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6			
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1			
Tabac	199	0,3	0,3			
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2			
Habillement	350	-1,2	-0,3			
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0			
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2			
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5			
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1			
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5			
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0			
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5			
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4			
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7			
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6			
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4			
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2			
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6			
Santé	1 008	-1,2	-1,4			
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9			
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5			
Transport	1 504	-1,5	-1,1			
Achats de véhicules	335	0,8	1,9			
Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2			
Services de transport	279	0,9	-1,1			
Communications	257	0,4	1,0			
Services postaux	18	8,9	8,8			
Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8			
Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2			
Loisirs et culture	792	0,2	0,9			
Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7			
Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4			
Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7			
Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1			
Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5			
Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4			
Éducation	23	1,5	1,2			
Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6			
Restauration et cafés	613	1,3	1,3			
Services d'hébergement	184	1,7	2,9			
Autres biens et services	1 286	1,2	1,2			
Soins personnels	290	-0,2	0,1			
Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0			
Protection sociale	434	1,6	1,4			
Assurances	250	2,6	2,9			
Services financiers	67	0,7	0,7			
Autres services	130	1,0	0,7			

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

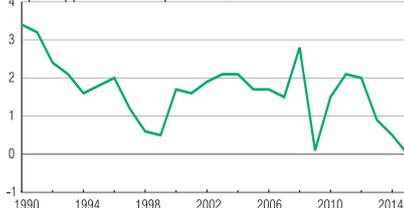
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	- 17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	- 9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	- 8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	- 7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	- 7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	- 6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	- 6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	- 4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	- 4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales